

TEDERATION COT DES SOCIETES D'ETODES

263 rue de Paris - Case 421 - 93514 MONTREUIL CEDEX

Tél: 01 48 18 84 34 - Fax: 01 48 18 84 86 - Email: <u>fsetud@cgt.fr</u> - Site: http://www.soc-etudes.cgt.fr

LA CRISE

[Journée d'étude du 13 décembre 2011]

Intervenant : Claude JACQUIN - Cabinet APEX

Cette deuxième phase de la crise liée à la crise de 2007-2008 ne peut être examinée que sous l'angle de la crise globale du capitalisme. Nous sommes face à une crise de suraccumulation de capitalisme (cf. schéma page 2 : La crise du capitalisme). Et dans ce cadre, une réponse dessinée dans le périmètre « Etat-nation » est non seulement totalement illusoire mais surtout risque de mener dans l'impasse les luttes des salarié-e-s. L'épreuve de force engagée par les pour la satisfaction revendications doit nécessairement dépasser nos frontières. П faut nous doter de géostratégiques et géopolitiques. Le cadre de l'Europe semble pour le moment plus approprié. Aussi comme au niveau confédéral, nous devons travailler avec nos camarades européens en sachant que le mouvement syndical accuse un certain retard sur cette question.

Position du problème

Cette deuxième phase de la crise économique et financière qui a débuté avec la crise des subprimes pose un ensemble de problématiques qui méritent d'être travaillé afin d'avancer vers une transformation sociale radicale de cette société d'où l'objet de cette journée. Retenons qu'une nouvelle journée d'étude sur ce thème est prévue le 10 décembre 2012.

Syndicalement nous avons élaboré un « *autre possible* ». Dans ce cadre la parole politique au sens syndical doit être un vecteur du déploiement de nos analyses et de l'alternative de transformation sociale.

Des épreuves sociales et politiques sont objectivement rendues nécessaires sur la situation. Et afin de construire une réelle mobilisation, la CGT a des propositions de « *sortie* » de crise qui bien entendu rompent avec la dictature des marchés, notamment au travers de ses 10 exigences¹.

De son côté, le patronat avance ses solutions, à savoir dérèglementation accrue du temps de travail,

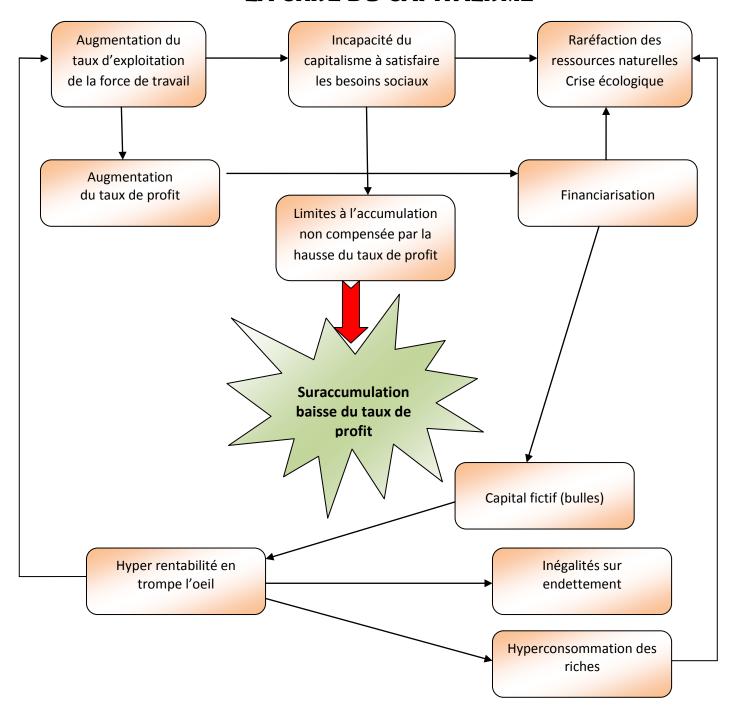


baisse du coût du travail, TVA Sociale² pour alléger les charges. De ce point de vue les politiques socialement régressives mises en œuvre dans chaque pays montrent encore s'il en est besoin que l'obsession du profit fait table rase de toute rationalité. Hormis peut-être celle intrinsèque au capital. Plus que jamais, le mouvement syndical et en particulier la CGT a une responsabilité particulière pour inverser la tendance et stopper les défaites sociales. Non seulement les actionnaires ont battu les Etats nations. C'est donc bien tous ensemble en Europe que nous devons construire des luttes. Et il n'y a aucune autre alternative.

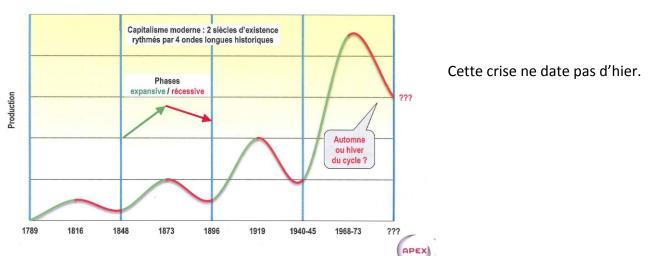
¹ Brochure Fédérale n°8 – Septembre 2011

² Argumentaire Fédéral -Janvier 2012

LA CRISE DU CAPITALISME



Mise en perspective historique de la crise actuelle : Où la situer dans l'onde longue du capitalisme ?



Après l'expansion de l'après-guerre, période dite les « 30 glorieuses », les années 1970 constituent la décennie de résistance du mouvement ouvrier. Le rapport de force est favorable aux salarié-e-s tant sur le pouvoir d'achat, l'emploi et la protection sociale. Et ce même si au fil des années le rapport de force tend à se dégrader. C'est aussi la période qui connaît un effritement des profits et des gains de productivité.

Les années 80 représentent le tournant libéral. Reagan et Tchatcher font des émules partout, y compris en France. Les politiques de dérèglementation généralisée sont mises en œuvre et les premières grandes défaites sociales apparaissent : contrôleurs aériens aux USA en 1981 et les mineurs en Grande Bretagne en 1985. Il s'agit pour le capital de revenir sur les acquis et conquêtes de la période précédente afin d'élargir le champ d'action économique, social et géographique du profit :

- En modifiant le partage de la valeur ajoutée au détriment des salarié-e-s ;
- En abaissant le coût du travail;
- En haussant la productivité;
- En faisant sauter les verrous de la protection sociale ;
- En mettant en œuvre une politique fiscale en faveur des hauts revenus.

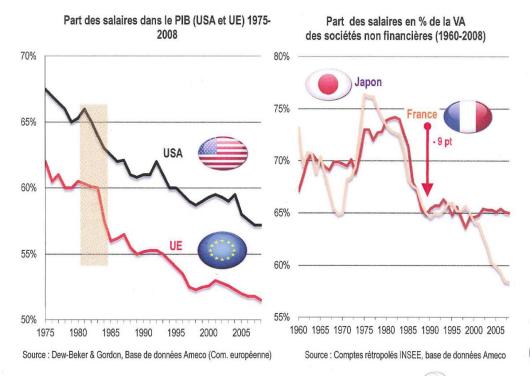
Les années 90 et 2000 voient la mondialisation marchande et la globalisation financière triompher. Il y a extension des marchés à l'Est, en Russie, en Chine et par la privatisation des services publics. Les années « *Bush* » sont l'âge d'or du profit et de la finance. Il se caractérise par :

- Un envol des profits et des cours boursiers.
- Une déréglementation financière avec une multiplication des sociétés financières non règlementées à côté des banques, elles-mêmes connaissant un processus de concentration.
- Un essor de la consommation par endettement.

Ce nouveau modèle s'articule donc autour des éléments suivants :

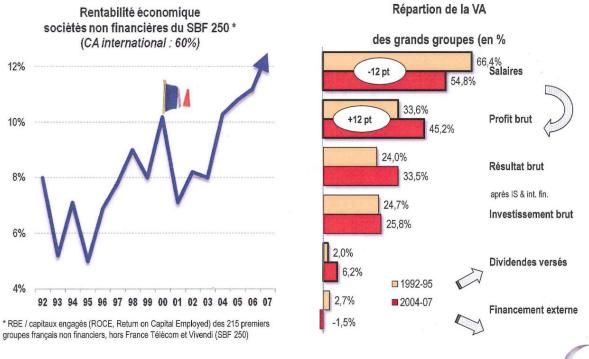
- Un transfert des richesses produites lié à une baisse des salaires dans la valeur ajoutée, à une augmentation moindre des gains de productivité et à un accroissement rapide des inégalités.

Part des salaires dans le PIB avant la crise : - 10 points Transfert global de richesse estimé en 20 ans : 20 000 Md €



- Un soutien de la consommation et de l'investissement par l'endettement titrisable.
- Un développement de la pauvreté, y compris parmi les salarié-e-s.
- Une hausse du taux de profit (bénéfices/capitaux) avec un tassement des salaires.

Analyse du cas français : pour les grands groupes envol des profits et de la rentabilité



Source: R. du Tertre et Y. Guy, Revue de l'Ires, 2009, 3e trimestre

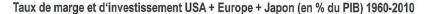
APEX

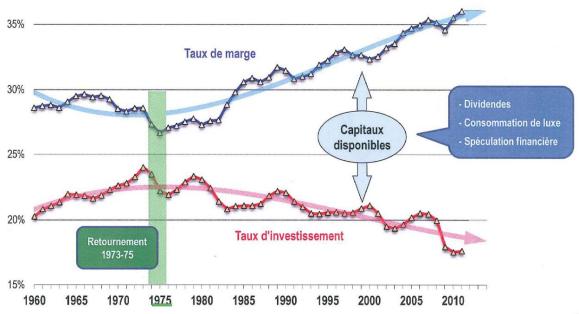
Impact de la crise : tassement de l'évolution des salaires et du revenu en France

Évolution du salaire mensuel de base (SMB), du salaire moyen par tête (SMPT)



Profits en croissance mais relativement peu réinvestis : où sont-ils donc allés ?



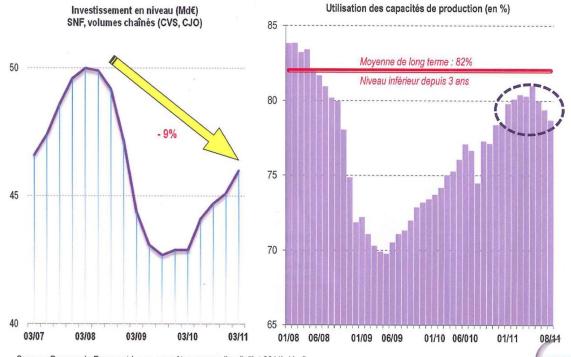


Source : données tous secteurs Ameco (com. européenne) traitées par M. Husson

Taux de marge = résultat d'exploitation/VA ou équivalent ; taux d'investissement = FBCF/VA



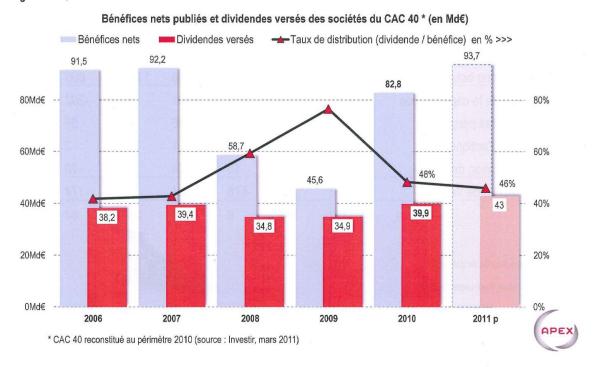
Investissement et perspectives : toujours faibles et orientés vers le bas



Source : Banque de France et Insee, enquêtes mensuelles (juillet 2011), Xerfi

une forte augmentation de la part des dividendes.

Bénéfices et dividendes (maintenus) du CAC 40 : ça va, merci !



Paul CHAMPSAUR et Jean Philippe COLIS dans leur rapport sur la situation des finances publiques expliquant « qu'en l'absence de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points du PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB [...]. En 10 ans, 400 Md € de recettes fiscales perdues ».

Le rapport Gilles CARREZ, commission des finances de l'Assemblée Nationale stipule qu' « entre 2000 et 2009, le budget général de l'Etat aurait perdu entre 101,2 (53% du PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. » Le rapport de la cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques résume à lui

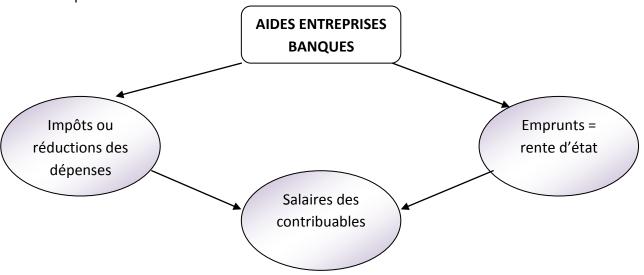


seul la situation : « la crise explique au plus 38% du déficit, qui est surtout de nature structurel et résulte largement de mesures discrétionnaires ».

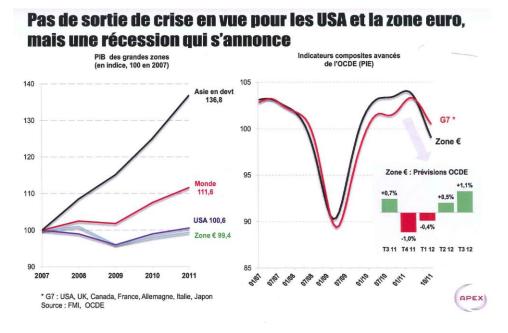
PIB = PRODUIT INTERIEUR BRUT SOMME DE VALEURS AJOUTEES DE TOUTES LES ENTREPRISES D'UN PAYS

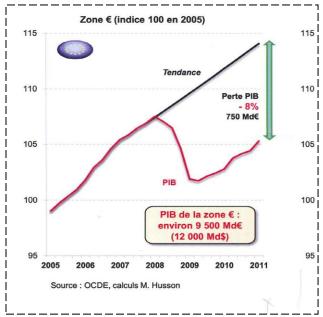
VALEUR AJOUTEE=PRODUCTION (CA) - CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES (BIENS ET SERVICES INCORPORES A LA PRODUCTION)

Tous font donc bien le même constat. Le déficit résulte de la différence entre les dépenses et les recettes avec ces dernières en constante diminution. Une vraie découverte arithmétique pour certains. Pour les néo-libéraux, ce sont les salarié-e-s et les contribuables qui doivent renflouer les banques et les entreprises.



Et la situation ne s'améliorera pas puisqu'une récession semble s'annoncer.



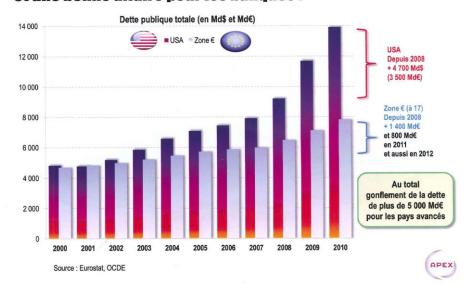


Depuis 2008, nous constatons une perte de croissance qui a nourri et renforcé le déficit.

La crise bancaire a eu pour effet de plomber les bilans par une multiplication de créances non remboursées.

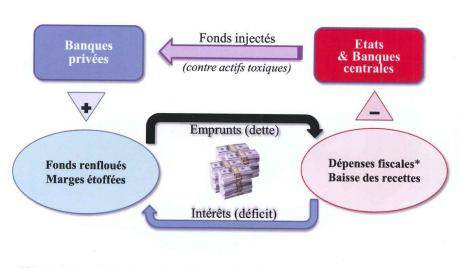
Cette « *dette privée* » s'est « *transformée* » en dette publique.

Transfert de dette privée à l'Etat : l'explosion... et une bonne affaire pour les banques !



Ce mécanisme de transformation de la dette privée en dette publique, appelée socialisation sans aucune contrepartie. En retour, les banques se font de l'argent grâce aux taux d'intérêts pratiqués sur la « dette souveraine ». Ce taux d'intérêt varie au regard de soi-disant risques calculés par des agences de notation.

Mécanisme global de transformation de la dette privée en dette publique (socialisation des pertes)



* Dépenses fiscales = niches fiscales recensées et déclassées + dérogations diverses, tout cela faisant baisser les recettes

APEX

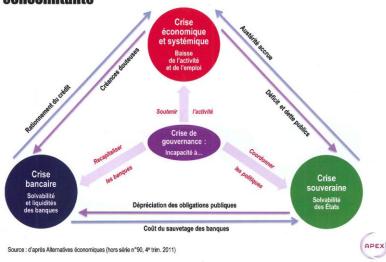
AGENCES DE NOTATION

3 agences de notation dominent le marché : Moody's, Standard and Poor's et Fitch Ratings. Notons que la dernière agence est française. C'est une filiale de Fitch Group, elle-même filiale à 60% du groupe Fimalac.

Cette dernière est une société financière cotée à Paris et dirigée par Marc LADREIT DE LACHARRIERE. Ce groupe est aussi présent dans l'immobilier, les casinos, les salles de spectacles...

Fimalac a un chiffre d'affaires qui a augmenté de 9% et un résultat net en hausse de 39%. C'est son agence de notation qui contribue le plus fortement à ces hausses, Fitch Ratings ayant un résultat opérationnel en hausse de 13%.

Zone euro : le cercle vicieux d'une triple crise concomitante



La zone euro est confrontée à une triple crise concomitante ou la question de la dette est au centre de toutes les attentions.

La dette française est détenue à 75% par les capitaux étrangers et le marché financier international. C'est pourquoi, les agences de notation jouent un rôle non négligeable. Il s'agit pour elles d'évaluer le « *risque* » pour les marchés financiers de prêter à tel ou tel Etat nation et d'ajuster en conséquence les taux d'intérêts des prêts.

France : dette publique (en Md€) et détention (en %) en 2011

Non résidents 65%

Collect. résidents 25%

Sécu. 189

Total 2011 1 693 Md€

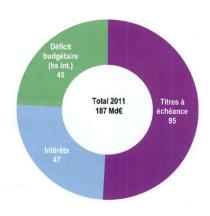
Autres résidents 10%

Etat/adm. 1 350

Source : Agence France Trésor

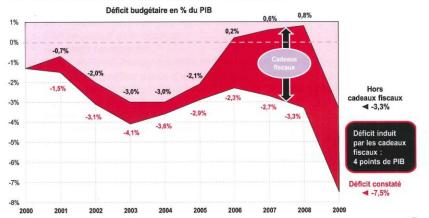
APEX

France : besoin de financement de l'État en 2011 (en Md€)



Dans ce cadre, la France est exposée à la conjoncture européenne, voire mondiale. Le besoin de financement de l'Etat nation français remonte à 187 milliards d'euros avec un capital de 95 milliards d'euros et des intérêts à payer aux marchés financiers de 47 milliards d'euros.

Déficit budgétaire : 4 points de PIB (environ 80 Md€) induits par les nombreux cadeaux fiscaux



La baisse des recettes est à l'origine de la dette.

Et celle-ci ne date pas d'aujourd'hui, elle a été seulement aggravée par la crise.

Impact de la baisse des recettes sur la dette et le déficit : patent avant la crise (2007), aggravé avec la crise

Dette publique (en % du PIB)

85,5%

63,9%

Cumul des baisses et alides

1,8%

Hausse des intérêts

1999 □ 2007 ■ 2011p

Les mécanismes et l'amplification de la dette permettent une redistribution de la richesse...au profit des plus riches. Ils passent par :

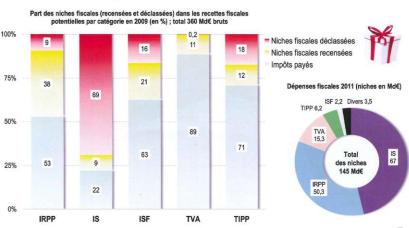
- Le recours de l'Etat aux marchés financiers. En effet, depuis 1973 en France et du fait de l'article 123 du traité européen, il leur est interdit de faire appel aux banques centrales. Cela a eu pour effet la hausse des taux d'emprunts.

- Une injection massive de fonds aux banques dans la crise 2008-2009 sans aucun contrôle public sur l'affectation des ressources allouées.

APEX

- Une baisse des recettes de l'Etat amplifiée par la baisse de l'activité.
- Des effets de la politique fiscale dégressive des états :
 - ➤ En faveur des grandes entreprises (nominal de 45% à 33% de 1990 à 2010).
 - ➤ En faveur des privilèges (ISF amendé, tranches fiscales...).
 - Niches fiscales (recensées et déclassées): 145 milliards d'euros en France.
 - Des recettes fiscales en baisse. Elles représenteraient 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982. Et la tendance s'est accentuée jusqu'à aujourd'hui. En même temps les dépenses ont été quasi stables.

Niches fiscales (recensées et déclassées) : environ 145 Md£, soit 95% du déficit annuel de l'Etat

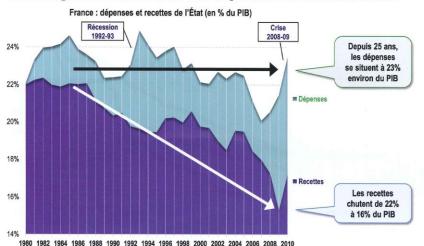


Source : Alternatives économiques (septembre 2011) ; Katia Weidenfeld : À l'ombre des niches fiscales (Economica 2011) ; Projet de loi de finances 2011 (Assemblée nationale)

APEX

APEX

Baisse des recettes accentuée depuis les années 2000 sans augmentation notable des dépenses de l'État (en % du PIB)

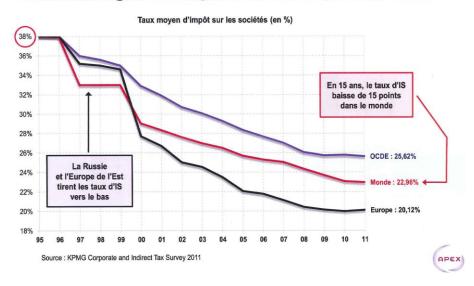


« Un système favorable aux très riches donne des résultats décevants pour le travail de tous les autres. Au sommet, en quelques dizaines d'années, on s'en est sorti comme des brigands, et tous les autres doivent maintenant régler l'addition ».

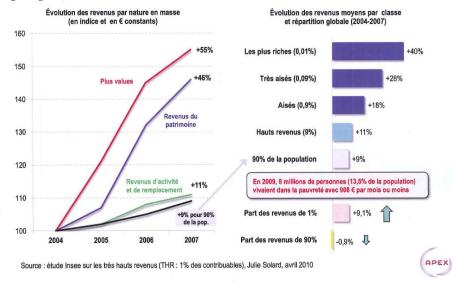
The Economist – 26 octobre 2012

Les années 85-87 constituent une rupture. C'est le début du plongeon des recettes de l'Etat par rapport au PIB. Mais c'est aussi celui de la part des salaires dans la valeur ajoutée. (-9 points). Enfin, c'est la mise en œuvre du livre blanc libéralisant le marché financier. Cette dérégulation des marchés financiers a pour corollaire la création de la « bulle financière ».

Fiscalité allégée sur les profits des entreprises, partout



France : mieux vaut être riche et capitaliste (ou rentier) que pauvre et salarié (ou chômeur)

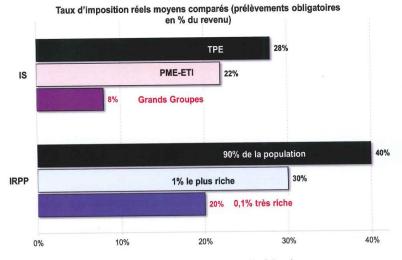


Cette fiscalité allégée...sur les profits des entreprises a lieu partout. Pour l'Europe, il s'agit d'une « décision politique » qui permet de construire l'Europe du capital par le biais d'une concurrence par la fiscalité et ce afin que chaque Etat nation soit toujours plus attractif pour les capitaux.

Ces dernières années ont vu une progression du « revenu » du capital nettement supérieure à ceux du travail.

Et malgré la crise, il v a eu « création de valeur » pour les actionnaires du CAC 40. Cette « création de valeur » n'est rien d'autre que l'augmentation de la valeur boursière ou du prix de cession de l'entreprise. Elle s'oppose en quelque sorte à la création de valeur pour la société qui est synonyme d'augmentation de richesses créées l'activité par économique.

Inégalité fiscale en France : impôt fortement dégressif pour les plus riches



CAC 40 en Md€	2008	2009	2010
Capitalisation boursière (moyenne du mois de clôture)	805	996	1002
Variation de la capitalisation	-612	+191	+6
+ dividendes perçus	35	36	40
+ rachats d'actions	11	1	3
- augmentation de capital	-10	-24	-4
« Création de valeur »	9	213	258

Source Ricol Lasteyrie 2011

La stratégie de l'Union Européenne s'articule autour de trois « dispositifs » :

- L'austérité budgétaire. Ainsi de 2009 à 2012, l'effet de réduction des déficits publics représenterait pour la Grèce 17% du PIB, l'Espagne 10,5%, l'Irlande 10%, le Portugal 9,5%...
- Le pacte Euro plus (conseil européen 24-25 mars 2011). Celui-ci a pour objectif le renforcement

du pacte de stabilité et de croissance, la traduction dans les textes nationaux des règles européennes, à savoir la « règle d'or », et le renforcement de la compétitivité par la baisse relative des salaires.

- Le mécanisme européen de stabilité. Se substituant en juin 2013 au système d'assistance financière décidé en juin 2012 pour 3 ans qui comprend le fond européen de stabilisation financière et le mécanisme européen de stabilisation financière.



Dans ce cadre, la conditionnalité des prêts est renforcée. Mais ces dispositions renforceront la récession.

C'est pourquoi la CGT a des propositions concrètes qui visent à : Une autre répartition des richesses :

- Augmentation des minima, salaires et retraites,
- Une baisse du temps de travail.

Basculer 5 points de la valeur ajoutée vers les salaires, ce qui correspond à 100 millions d'€ :

- Un investissement pour les besoins sociaux.
- Système bancaire public et contrôlé,
- Entraves à la spéculation financière,
- Investissements publics et sociaux,
- Contrôle du crédit.

Attaquer la logique du profit

- Taxation des dividendes,
- Fiscalité fortement progressive,
- Suppression des exonérations patronales, niches...

Et tout cela avec un droit de regard et de contrôle reconnu pour les salarié-e-s, les usagers et les consommateurs.

Sommet Zone euro des 23, 26 et 27 octobre 2012

FESF

- 1000 milliards d'euros,
- Garantit jusqu'à 25% des emprunts d'état,
- Emet des obligations pour lever des fonds qui seront reprêtés,
- Titrise les créances.

Confirmation que la BCE ne prêtera pas aux états.

Règle d'or d'équilibre budgétaire.